

# Le **Bulletin**

## du Comité de Liaison des Retraités

Octobre 2020

**Solidaires** SYNDICAT NATIONAL  
**Finances**  
**Publiques** CLR

Comité de Liaison des Retraités - boîte 24 - 80 rue de Montreuil 75011 PARIS

### ***Les Etats tombent***

Dans un passé pas si lointain, lorsqu'un pays s'effondrait, il était le plus souvent rangé au nombre des pays « exotiques » et l'événement ne suscitait pas d'interrogations particulières chez les présumés « grands ».

Avec la crise en Argentine en 2001, nous avons entraperçu des signes d'effondrement d'un grand pays d'Amérique latine. A cette époque, le peso avait en une nuit perdu sa convertibilité avec le dollar et le lendemain tous les Argentins s'étaient rués vers les banques pour constater avec dépit qu'ils n'avaient plus rien. Plus de monnaie, plus d'économie. S'ensuivit une longue crise économique avec son cortège de misère et de désolation. En 2020, l'Argentine est encore au bord du gouffre, étouffée par les dettes et meurtrie, elle aussi, par le virus planétaire. Elle ne tombe pas mais elle vacille !

Que dire du Liban, désigné il y a peu comme la Suisse du Moyen Orient, qui a été précipité, en peu de temps, dans un gouffre sans fond. Etouffé par l'hyper inflation et mortellement frappé par la destruction accidentelle du port de Beyrouth... qui pouvait penser qu'un jour le peuple libanais aurait faim ? L'État libanais est tombé.

Faut-il parler du Venezuela, pays si riche en matières premières mais dont le peuple lassé de faire la queue devant des magasins vides ne sait plus ni où aller ni à qui faire confiance pour retrouver la place qui devrait être la sienne.

Combien d'autres pays sur la planète s'angoissent d'un futur incertain ?

### **Et la France ?**

Sait-on qu'en un clic on peut mettre en place un black-out total d'internet et supprimer toute possibilité de communiquer, comme l'avait fait l'Iran en novembre 2019, pour museler la révolte populaire ?

C'est très improbable, mais c'est possible.

Sait-on que d'un autre clic on peut supprimer toute possibilité d'effectuer des opérations bancaires avec toutes les cartes bancaires sur le marché ?

C'est très improbable, mais c'est possible.

Sait-on qu'un accident nucléaire sur une des centrales qui jalonnent la vallée du Rhône pourrait causer des dégâts à peine imaginables ?

C'est très improbable, mais c'est possible.

Imaginait-on qu'un virus inconnu pourrait mettre la planète « sans dessus dessous » ?

C'était très improbable, mais ce fût possible.

Le Général De Gaulle dans son discours du 24 août 1944 saluait la libération de Paris en évoquant la France éternelle.

France éternelle sans doute, mais moins invulnérable qu'on pourrait le penser !

## Au revoir Henri ! Bonjour Thi-Trinh !

**2012 : Henri prend la présidence du CLR    2020 : Henri quitte la présidence et le bureau du CLR**

**Ainsi, notre camarade Henri Herrera aura exercé durant huit années le mandat de  
Président du Comité de Liaison des retraités**

Huit années, durant lesquelles il aura fait une fois par semaine près de 3 heures de transports en commun pour venir apporter son aide, notamment informatique, et son soutien à l'équipe de camarades retraité.es du CLR qui se réunit tous les mardis rue de Montreuil et à l'ensemble des membres du bureau.

Huit années, durant lesquelles il aura animé les réunions de bureau trimestrielles, les Assemblées Générales annuelles des retraités. Huit années où il aura mis en ligne, sur le site du CLR, les publications syndicales, où il aura participé aux réunions de l'Unirs et de la FGR/FP, etc.

Le temps passe vite et le moment est arrivé de lui dire « un grand merci » de la part des adhérent.es du CLR et de l'équipe du bureau qui auront toujours plaisir à le croiser dans les activités militantes des retraités de Solidaires.

**Compte-tenu de l'impossibilité, due à la Covid 19, de tenir notre Assemblée Générale 2020...  
c'est au cours de la réunion de bureau (effectuée en visio conférence) le 14 septembre 2020, qu'**

**Henri HERRERA a passé le flambeau à Thi-Trinh LESCURE !**

**Composition du bureau élu à l'Assemblée Générale du 17 octobre 2019 (après départ d'Henri)**

<b>Section</b>	<b>NOM</b>	<b>PRENOM</b>
630	AUBERT	Marie-Christine
380	BOULAIS	Christian
940	CLAIRET	Monique
220	CLERAN	Raymonde
920	FREY	Gisèle
750	GRIALOU	Marie-Françoise
830	GROS	Marie-Paule
D44	HECKER	Claudine
440	LERBEY	Marc
170	LESCURE	Thi-Trinh
440	MARCHAND	Jean-Louis
950	MORIN	Michel
910	NOUI	Marie-Thérèse
910	PALLANT	Denis
770	PARRES	Jean-Luc
940	PERETTI	Claudette
590	RENAUD-CHARPENTIER	Alain
260	SALVAN	Francis
750	SELVES	Jacques
780	TIJOU	Philippe
850	TURBET DELOF	Denis
920	VEYRAT	Marc
490	VERDIER	Gilles
330	VIXAC	Michel



## Sacrifié.es, les retraité.es ont payé cher la crise sanitaire

Les retraité.es représentent 80 % des décès dus au coronavirus, dont la moitié sont survenus en EHPAD et établissements, à cause de ce que nous avons toujours dénoncé : les économies sur la santé et les investissements, le manque de personnel, la faiblesse des moyens accordés à l'hôpital public, l'insuffisante prise en charge de la perte d'autonomie. Par ailleurs, au départ de la crise sanitaire, le manque de masques et de matériels de protection, particulièrement pour les professionnels, a conduit notamment à sacrifier les personnels en contact avec les personnes âgées (en établissements comme à domicile), ce qui ne pouvait que conduire à une propagation plus rapide du virus dans cette population.

**Cette hécatombe est aussi la conséquence de la discrimination des retraité.es ouvertement sacrifié.es :**

- Au début de la crise, les rares protections indispensables, masques, gel, blouses... ont effectivement disparu des EHPAD et des services et structures d'aide à domicile ... et un inspecteur du travail a été sanctionné pour en avoir réclamé.

- Une circulaire du ministère de la Santé du 19 mars « recommandait » de limiter l'admission en réanimation des personnes les plus fragiles, ce qui a été constaté à l'assistance publique de Paris : en 2 semaines, le pourcentage de personnes de plus de 75 ans en réanimation est passé de 19 % à 7 %. Cette circulaire a été reprise par les ARS qui recommandaient de ne pas envoyer les résidents âgés aux urgences et de plutôt s'en tenir à des soins d'accompagnement, des sédatifs. Ces discriminations ne concernent pas que la France, l'ONU a constaté que « l'idée répugnante que l'on pouvait sacrifier les personnes âgées figurant parmi les plus vulnérables a commencé à se répandre... ».

- Certains éditorialistes cyniques l'ont affirmé publiquement : « Fallait-il faire tout ça pour des vieux blancs malades ? » (Christophe Barbier à l'émission sur LCI le 4 mai) ; « Pour sauver quelques vies de personnes âgées, on va mettre au chômage des milliers de gens » (Christophe Barbier sur BFM) ; « Fallait-il soigner les personnes malades du Covid19 en mobilisant des moyens matériels coûteux, en mettant à mal le capital avec le confinement puisque les malades du Covid19 seraient essentiellement les personnes âgées... ».

**La crise du Covid démontre que le gouvernement a fait le choix de ne pas donner les moyens nécessaires pour préserver les plus anciens et les plus vulnérables face à cette épidémie.**

**Et maintenant, les retraité.es restent dans le collimateur pour leur faire payer la crise sanitaire.**

Le rapporteur de la partie assurance vieillesse du projet de loi de financement 2021 de la Sécurité sociale, Cyrille Isaac-Sibille, affirme que certaines prestations comme les pensions pourraient être sous-revalorisées avec, comme en 2020, des revalorisations différentes selon le niveau des pensions. Pour ce gouvernement, et les précédents, le droit à une pension acquise par des années de travail et de cotisation est terminé, il veut imposer une prestation qui évolue selon les possibilités budgétaires. Des « penseurs éclairés » demandent une baisse des pensions, à hauteur de celle du PIB, une nouvelle augmentation de la CSG pour les retraité.es ...

**Tout ceci n'est pas la conséquence d'une quelconque « malchance »,** c'est la conséquence d'une vision portée par trop de « responsables », celle de retraité.es accusé.es d'être improductifs, inutiles dans le meilleur des cas, parfois même de n'être qu'un coût. Nous devrions nous culpabiliser de ne plus travailler, alors que nous avons travaillé toute notre vie, avons cotisé et gagné des droits, dont celui de toucher une pension.

**Même le terme « retraité » disparaît** au profit de termes connotés comme vieux, personnes âgées, aînés, seniors, baby-boomers.

Les retraité.es ont disparu des instances nationales et départementales, ils n'ont ni ministre ni même un secrétaire d'Etat.

**La communication âgiste, anti-vieux, s'est aggravée avec la Covid-19** avec des messages répétés anxiogènes vers une population désignée comme fragile qui devait se protéger pour elle-même ... et pour les autres, pendant que l'on oubliait les résidents dans les établissements, les personnes en perte d'autonomie à domicile. L'isolement leur a été appliqué comme une punition supplémentaire, tout ceci, faute de moyens. « Pour leur bien », il aurait été nécessaire de faire d'autres choix que celui de l'isolement créateur d'angoisses supplémentaires.

**Les retraité.e-s ont des droits.** La pension a été gagnée par le travail de l'ancien salarié et par toutes les cotisations versées.

**Le retraité produit toujours pour la société,** il assure un rôle social indéniable par un bénévolat associatif, par des fonctions politiques, particulièrement dans les communes. Il pallie les carences de l'État par l'apport d'aides et de soins envers enfants, petits-enfants et parents en perte d'autonomie, si chacune de ces heures était payée 10 €, cela représenterait un équivalent de 8 % du PIB.

**L'économie a besoin de ces « consommateurs » retraités** qui ont « du temps » pour les « loisirs », les voyages, la culture... **Les retraité.es doivent être reconnu.es à leur juste valeur, des citoyens contributeurs de liens sociaux et d'emplois.**

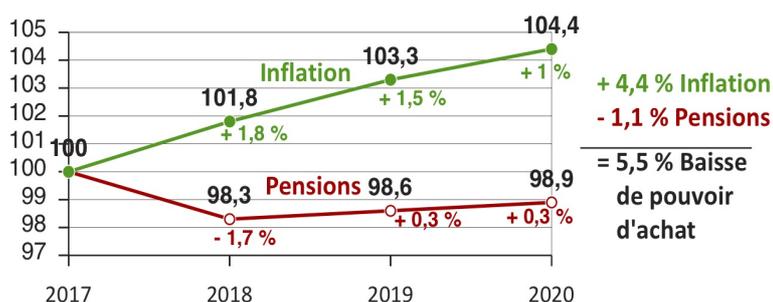
## Les besoins des retraité.es existent

Les dépenses quotidiennes ne diminuent pas, bien au contraire. La situation des retraité.es continue de se dégrader. Depuis le début du confinement dû à la pandémie, l'augmentation du prix des fruits et légumes est en moyenne de 9 %, de 6 % pour les produits de consommation courante et de 12 % pour les fruits et légumes bio, du gaz... sans parler du coût du masque obligatoire si l'on veut sortir de chez soi, le masque doit être gratuit !

Dans le même temps, les gouvernements rognent, voire baissent les pensions.

Entre le 1<sup>er</sup> janvier 2008 et le 31 décembre 2019, les prix ont augmenté de 12,93 %, le Smic a progressé de 20,05 % et les pensions nettes seulement de 8,60 %, avec la CSG à 8,3 % et la CASA.

L'arrivée d'Emmanuel Macron à la Présidence a accéléré la régression des pensions, qui ont même baissé, celle d'aujourd'hui est inférieure à celle de 2017 pour tous les retraité.es qui ont subi une très faible revalorisation.



Les pensions légèrement supérieures à 2 000 € devaient augmenter au 1<sup>er</sup> mai 2020, de 0,5 % en dessous de 2 008 €, de 0,3 % sous 2 012 € et de 0,1 % sous 2 014 €. Cette revalorisation a été repoussée ! Les maigres engagements doivent être tenus, cette augmentation prévue maintenant au 1<sup>er</sup> octobre, doit être versée.

Le droit aux vacances des retraité.es les plus démunis est mis en cause par un racket de l'Etat. Les « petites pensions » partaient avec des associations comme LSR et le Secours Populaire, en partenariat avec l'ANCV, l'Agence Nationale des Chèques Vacances. Mais l'État a demandé à l'ANCV de verser 30 millions d'euros au fond de solidarité pour les entreprises. Les plus démunis doivent renoncer aux vacances pour donner de l'argent aux entreprises !

Ces problèmes de pouvoir d'achat provoquent de graves reculs dans l'accès aux soins.

Les reculs dans la prise en charge par la Sécurité Sociale obligent à recourir à des compléments santé dont le coût ne cesse de croître et ce d'autant que les dépenses de santé sont plus élevées pour les plus de 60 ans. Les renoncements aux soins liés également aux dysfonctionnements de notre système de santé augmentent. L'accroissement des déserts médicaux et les difficultés recensées dans les hôpitaux, dans les services d'urgence, les EHPAD et les services à domicile sont dénoncés par les usagers et l'ensemble des professionnels de santé. Ils ont des conséquences sur l'accès aux soins de nombre de personnes retraitées. La politique du gouvernement, visant essentiellement la rentabilité et le moindre coût, amplifie les problèmes et ne répond pas aux besoins. Le montant du « reste à charge » pour les personnes en établissement et pour les familles est particulièrement insupportable ; nous sommes toujours très éloignés d'une prise en charge à 100 % par la Sécurité Sociale comme nous le demandons.

## Nous refusons de payer l'addition de la crise sanitaire

Oubliées les belles paroles hypnotiques du Président Macron le 12 mars sur « la santé n'a pas de prix ». Le comité d'alerte sur l'évolution des dépenses d'assurance maladie a signalé au gouvernement un dépassement de l'ONDAM (objectif national des dépenses d'assurance maladie) au-delà de 0,5% ; il suggère des mesures de redressement pour payer la crise sanitaire.

Oubliées aussi les causes de l'ampleur de cette épidémie, oubliés les responsables qui ont désarmé les services de santé publique depuis des années, qui ont dévalisé le budget de l'État par des mesures fiscales favorables aux plus riches, dont le laxisme à l'égard de la grande fraude, ce qui a permis une explosion financière des dividendes aux actionnaires.

Il est certain qu'une nouvelle tentative de culpabilisation des retraités va être lancée sur le thème : face à la crise du Covid, les retraités n'ont pas perdu de revenus contrairement à ceux qui ont été en chômage partiel ou ceux qui auront perdu leur emploi. Le dernier rapport du COR a déjà cet objectif.

Nous refusons de payer l'addition de la crise sanitaire alors qu'une minorité s'enrichit de plus en plus, nous exigeons un impôt sur le revenu qui retrouve une plus grande progressivité avec un taux marginal à 65 ou 70 %, le retour de l'ISF, la suppression de la flat tax. A l'inverse, nous demandons du pouvoir d'achat pour le plus grand nombre, la suppression de la hausse de la CSG, une réforme fiscale qui rétablit une réelle progressivité.



Justement, à propos de poussière. Pour certains emplois d'exécution, l'administration va imposer aux agents qui les occupent un contrat de cinq ans pas forcément renouvelable.

Tiens déjà des poussières qui retombent !

Pourquoi le contrat séduit-il tellement les libéraux ? Car il soumet, il coûte moins cher, il est précaire et révocable. Au final, en coût rendement, c'est tout bénéf !

Pour se sauver subsiste la théorie de l'arroseur arrosé. Sachant que le locataire de l'Élysée dispose lui-même d'un contrat de cinq ans, on pourrait peut-être s'interroger sur sa reconduction ?

## Le Contrôle fiscal

Pendant des générations, nous avons appris que le contrôle fiscal était la contrepartie du système déclaratif. Autrement dit, tu declares ce que tu veux mais après je viens contrôler la sincérité de ta déclaration. Et tout le monde était, sur le plan des principes, logé à la même enseigne.

Ce système n'était pas exempt de tout reproche et pendant longtemps notre organisation syndicale avait critiqué sa vision quantitativiste. L'idée en tout cas était de mettre des gendarmes au bord de la route pour dissuader les fraudeurs.

Désormais le contrôle fiscal se conçoit comme une vitrine dont on regarde la décoration de l'extérieur sans entrer dans le magasin. Le décor peut changer en fonction des saisons.

On peut mettre un décor lutte contre la grande fraude. Pour ce faire on affiche des moyens juridiques « up to date », on pose la guirlande des échanges internationaux d'information, on sonorise avec de la communication anti-GAFA.

Mais dans les cuisines on n'a pas beaucoup de cuisiniers pour travailler. Au final, on se targue de lutter contre la grande fraude et l'évasion fiscale internationale. Mais cette dernière, COVID ou pas, ne s'est jamais aussi bien portée. Mais l'essentiel n'est pas là, il est dans l'affichage.

L'autre décor possible consiste à faire du cocooning fiscal consistant à donner l'impression d'accompagner le contribuable dans sa volonté de consentir à l'impôt. Offrir de la sécurité juridique à tout va est louable.

Le problème c'est qu'en arrière cuisine, on constate quelques trous dans la raquette, qui au bout du bout font que la fraude fiscale toutes catégories confondues augmente alors que les résultats du contrôle fiscal baissent (hors affaires exceptionnelles).



Socialement la fraude de proximité s'installe et devient aussi insupportable que la délinquance du même nom.

D'autres décors sont disponibles en fonction des besoins et du moment. On peut citer, à titre d'exemple, le « data mining » où l'intelligence artificielle se met au service de la gestion des données pour identifier des profils à risques.

A force de penser en terme d'enjeux budgétaires on s'éloigne, là encore, des enjeux républicains qui veulent que chacun paye l'impôt en fonction de ses capacités contributives.

Statut, contrôle fiscal, on voit à travers ces deux exemples qu'un pangolin malin s'est appliqué subrepticement à transformer la DGFIP d'avant en DGFIP d'après.

Nous ne sommes pas des nostalgiques béats du passé qui comportait ses propres turpitudes, par contre, quitte à changer, encore faudrait-il s'assurer que les résultats attendus ne soient pas pires que par le passé.

Qu'il soit d'avant, d'après, d'ici ou d'ailleurs, ce qui nous importe pour le monde c'est qu'il devienne plus juste, plus solidaire et plus démocratique.....

Et là c'est pas gagné !

## Tonton Cristobal est revenu.

Il est remonté sur Paris, le M. déconfinement de Manu 1<sup>er</sup>. A peine nommé premier des sinistres par le premier démarcheur, il déchire sa carte de sa famille d'origine et s'acoquine volontiers avec le ramassis de cavaleurs. Pouvoir, quand tu nous tiens ! Dès lors, il presse le pas, gesticule des fuseaux, des deux, de-ci de-là, fonce jusque là-bas, traverse les océans et plus loin encore.

Miracle : et oui, tonton Cristobal est revenu ! « Des pesos, des lingots, il en a le cul cousu ! » Et surtout, surtout, partout où il va, il n'oublie jamais de se munir du carnet de chèques de l'État .

C'est à n'y rien comprendre. En janvier il n'y avait plus un sou en caisse. En mai, les poches de l'État sont pleines, car « Tonton Cristobal est revenu / des pesos, des lingots, il en a le cul cousu / la famille hypocrite crie vive le tondu / tonton Cristobal est revenu ! »

Ne serait-il pas un tantinet dispendieux le tondu ?

Quelques centaines de millions par-ci, quelques milliards par-là. Les entreprises sont heureuses, elles ont eu leurs subventions.

Le Capital jubile, on ne touchera pas aux dividendes.

Et les Français dans tout cela, quel sort leur est réservé ? Il faudra travailler plus – Et le patronat de rigoler. Si, en plus, on abroge les 35 heures, les profits vont augmenter. Youpi ! Aux travailleurs, aux petits, aux gamins de Marianne que reste-t-il ? Le pouvoir d'achat en berne, les licenciements, les fins de mois qui n'en finissent pas, le chômage et la rue parfois.



Cette fameuse rue qu'il suffirait de traverser, selon le résident de la république. Si seulement ...

Et des retraités, est-il envisageable d'améliorer le quotidien ? Que nenni !

Ils coûtent cher, ne servent à rien, remplissent les hôpitaux et les mouroirs. Il fut un temps où l'on dénommait ces lieux sordides « hospices », maintenant par fausse pudeur on appelle Ehpad ces lieux qui, reconnaissons-le, ont quand même dans leur grande majorité, amélioré les choses dans le bon sens. Des revalorisations de retraites et de pensions ? Des tarifs d'Ehpad revus à la baisse ? Certainement pas. Il faut que ça rapporte, bon sang !

Bien évidemment, il y a eu quelques gestes, de quoi tenter calmer les esprits, de briser les velléités de révoltes : des sous pour les soignants et l'Hôpital ? C'est fait. Revaloriser la rémunération et les carrières des enseignants ? C'est fait. Des moyens et des primes pour les forces de l'ordre ? C'est fait, ou sur le point de l'être. Et la justice n'est pas en reste, pour une fois. Par contre, il est des ministères qui devront se tenir à carreau, être exemplaires. Une grande partie du Service Public va servir à compenser les justes avancées d'une petite partie de ce même Service Public. Enfin, tant qu'il en reste encore ...

Il les sort d'où ses pesos et ses lingots Cristobal CasRex ? Le crédit ma chère, le crédit ! Et la finance internationale de rigoler encore plus, en se frottant les mains. N'y aurait-il pas comme un décalage ? En effet, lorsque le citoyen va solliciter un crédit auprès de Mme Société Sénéchale ou de M Crédit Abricole, pas question de taux zéro ou de taux négatif. Intérêt et principal, foi de banquier !

Car enfin, nous le savons bien : qui dit crédit dit dette et qui dit dette dit remboursement. Qui va déboursier les cinq ou six cents milliards dépensés pour gérer la crise due à la pandémie, soutenir les entreprises et relancer l'économie ? L'État nous dit-on. Mais l'État, c'est nous le peuple. C'est nous qui allons rembourser la dette abyssale. Et comme on en prend pour trente ou quarante ans, nos enfants, nos petits-enfants vont, eux aussi, cracher au bassinet de la République.

Certes, une dette peut toujours être annulée, voire inscrite au budget ad vitam æternam.

On peut toujours y croire, pour se rassurer. Bref, on peut toujours rêver.

Oui, c'est cela, rêvons ! Rêvons, il en restera peut-être quelque chose !

## Tout ne serait-il que Cycle ?

Au commencement était la république de Rome. Elle avait pour devise « Senatus Populusque Romanus - (SPQR, le sénat et le peuple Romain) », se voulait être une démocratie avec certes les patriciens d'un côté et les riens de l'autre (plébéiens, esclaves, barbares...), mais avec des citoyens votants, des élus, et même des représentants du peuple (les tribuns, dont la vie fut parfois écourtée).



Rome grandit, devint conquérante et dominatrice. Après cette démocratie qui s'usa, vint l'empire, encore plus conquérant. Il ne savait plus nourrir le peuple de Rome. Il importait une grande partie de sa nourriture pour survivre, pillant de fait ses vassaux aux multiples soulèvements, vite réprimés et soutenu par une élite romaine animée de l'appât du gain et de la vie élitiste. Puis ce fut l'effondrement de l'empire. Et nous ? ...

Et nous, plus tard, reproduirions-nous ce cycle ?



Nous, nous eûmes l'élan de Valmy « liberté, égalité, fraternité », le pillage de notre empire colonial, les trente glorieuses et ses services publics...et puis, et puis... le manque de masques et la pénurie de médicaments, la partie brutalement visible de l'iceberg de notre désindustrialisation organisée par les élites financières animées par l'appât du gain immédiat. Le réveil a été brutal, merci la Covid.

A tout malheur quelque chose est bon. Ces élites ont déclaré découvrir, face au peuple, que 40 ans de désindustrialisation devaient cesser. Vive la relocalisation. Vite elles oublient le plafond des 3% de déficit et toutes contraintes. Demain, elles se présenteront comme les salvatrices de la France avec 100 milliards de relance et d'investissements....

Après avoir savonné et incliné la planche, pendant les quarante dernières années, pour que glissent mieux les pov'cons, les sans dents, les riens. Comment va-t-on récupérer les fonds publics attribués en soutien à ces entreprises qui ferment sans remord après avoir distribué leurs gras dividendes ?

100 milliards, c'est famineux ! Pour la réalité, faut tempérer. Pour 2021/2022, 40 milliards partiront en opérations de sauvetages. Quant au reste, pour l'investissement et la relocalisation, il faudra en attendre les effets pour 2022/2025.

Les chômeurs ont le temps de pointer, d'autant que ce sont les grosses entreprises qui sauront en profiter puisque ce sont elles qui ont délocalisé ; les petits, les PME et autres risquent fort de passer à côté de la manne.



Les élites nous promettent de réindustrialiser le pays, mais pour qui, pour quoi et comment ? Avec quelle école, quelle formation, quels services publics ?

**Ne vous demandez pas qui va payer les 100 milliards ! Vous connaissez la réponse !  
Allez, à demain dans la rue, retraités et actifs, en vous protégeant bien sûr.**